

Nulle part où aller : Faire face à la crise du logement au Canada et préconiser le changement pour les survivantes de violence fondée sur le sexe

Centre canadien pour le droit au logement (CCDL)



Comprendre la crise du logement au Canada : Les chiffres

- 1,7 million de ménages (11,2 %) ou 3,3 millions d'individus éprouvent des besoins impérieux en matière de logement
- Plus de 118 000 personnes ont eu recours à un refuge d'urgence en 2023 – 67,8 % se sont identifiées comme des hommes, 31,1 % se sont identifiées comme des femmes et 1,1 % se sont identifiées comme personnes de diverses identités de genre
- Une maison d'hébergement sur trois pour femmes subissant de la VFS déclare avoir dû refuser des personnes
- Entre 2021 et 2023, les loyers demandés au Canada ont augmenté de 23 %

Maintenant :

- Le loyer moyen national est de 2 127 \$
- Le prix moyen national d'une maison est de 679 866 \$

Comprendre la crise du logement au Canada : Facteurs clés

- Le gouvernement fédéral a transféré la responsabilité du logement aux provinces dans les années 1990
- Cette décision s'inscrivait dans le cadre d'un mouvement de désinvestissement du gouvernement dans les services essentiels
- Les provinces ont réduit les protections des locataires

+ les taux d'intérêt sont bas = le logement est devenu un investissement attrayant et les prix des logements ont augmenté de façon significative

Ces facteurs systémiques façonnent directement les options, ou l'absence d'options, dont disposent les survivantes qui cherchent un logement sûr.

Comprendre la crise du logement au Canada : Facteurs clés

Aujourd'hui :

- Un propriétaire canadien sur six possède plusieurs propriétés
- Les investisseurs institutionnels possèdent environ 20 % de notre parc locatif spécialisé
- Forte demande de logement

La crise du logement est une crise genrée

Note : Nous utilisons ici le terme « femmes+ » pour refléter le langage utilisé par Statistique Canada, tout en reconnaissant que cela inclut les personnes trans, bispirituelles et de diverses identités de genre qui sont touchées par l'insécurité du logement et la violence fondée sur le sexe. Plus loin dans la présentation, je ferai référence aux femmes et aux personnes de diverses identités de genre.

Les femmes subissent une incidence plus élevée de besoins impérieux en matière de logement que les hommes+ :

- 21 % des femmes locataires+ éprouvent des besoins impérieux en matière de logement
- 18,8 % des femmes racisées+ ont des besoins impérieux en matière de logement, comparativement à 8,5 % des femmes blanches+
- 21 % des ménages monoparentaux dirigés par des femmes+ éprouvent des besoins impérieux en matière de logement
- 14,6 % des femmes+ de plus de 75 ans éprouvent des besoins impérieux en matière de logement

Dans le contexte de la crise du logement, l'insécurité du logement est à la fois une cause et une conséquence de la VFS.

Qui d'autre est touché selon les lignes intersectionnelles?

1,7 million de ménages (11,2 %) ou 3,3 millions d'individus éprouvaient des besoins impérieux en matière de logement en 2022 :

- 22,1 % des ménages locataires par rapport à 6,1 % des ménages propriétaires ont éprouvé des besoins impérieux en matière de logement
- 18,3 % des ménages noirs, 27,7 % des ménages asiatiques occidentaux et 26,9 % des ménages coréens éprouvent des besoins impérieux en matière de logement
- 17,9 % des ménages autochtones éprouvent des besoins impérieux en matière de logement
- Les femmes âgées éprouvent une incidence plus élevée de besoins impérieux en matière de logement que les hommes âgés

Notre recherche sur la VFS et l'insécurité du logement

Notre recherche a utilisé un cadre intersectionnel et visait à répondre à deux questions clés :

1. Les coûts élevés du logement entravent-ils la capacité des femmes et des personnes de diverses identités de genre en Ontario à quitter les contextes dans lesquels elles subissent de la VFS / VPI?
2. Les différentes conditions et caractéristiques du marché du logement ont-elles un impact sur la capacité à quitter un partenariat familial dans lequel une personne subit de la VFS?

Sites de recherche

- Toronto
- Ottawa
- Peterborough
- Thunder Bay
- Comté de Lanark



Méthodes de recherche

1. Revue de la littérature
2. Analyse des conditions du marché du logement dans les cinq sites de recherche
3. Sondage auprès des survivantes qui ont connu l'insécurité du logement dans les cinq sites de recherche
4. Entretiens avec des individus travaillant dans la prestation de services aux survivantes de VFS dans les cinq sites de recherche

Principale constatation : Coûts élevés du logement

79%



- 79 % des survivantes participantes ont indiqué que les coûts élevés du logement constituaient un obstacle qui les empêchait de quitter un contexte dans lequel elles subissaient de la VFS
- Les survivantes qui partent font face à un haut degré d'insécurité du logement qui découle de leurs expériences de VFS
- Cette insécurité du logement est aggravée par la crise de l'abordabilité du logement en Ontario
- Les personnes travaillant dans la prestation de services ont partagé qu'elles aussi éprouvaient de l'insécurité du logement

Principale constatation : Coûts élevés du logement

65%



- 65 % des répondantes au sondage ont signalé avoir connu une insécurité du logement accrue lorsqu'elles ont quitté la maison d'hébergement de première étape
- De nombreuses survivantes retournent vivre dans des foyers violents ou se retrouvent dans d'autres situations de vie précaires



« Mon travail consistait à aider les femmes à partir, et maintenant, une grande partie de mon travail consiste à aider les femmes à rester le plus en sécurité possible pendant leur séjour. »

– Travailleuse de première ligne dans une communauté de taille moyenne ou petite

« Lorsque vous arrivez à la maison d'hébergement de première étape, la nôtre, vous pouvez y rester trois mois. Et il y a quelques années, nous pouvions au moins nous en sortir. Maintenant, en trois mois, nous ne trouvons absolument rien. Donc, dès qu'elles entrent dans mon bureau, nous commençons presque instantanément à parler de leur plan de déménagement. Nous avons vraiment supprimé cet espace que nous appelions autrefois 'la lune de miel' – le moment où vous vous mettez en sécurité et vous vous recentrez. Nous devons presque commencer à parler des plans de déménagement dès maintenant.

Et lorsqu'elles sont assises dans mon bureau et que nous lui demandons, 'Quel est votre budget?' Et nous parlons du budget d'une mère qui bénéficie du Programme ontarien de soutien aux personnes handicapées (POSPH) et qui gagne 1 800 \$ par mois : elle ne trouvera rien. Rien du tout. »

– Travailleuse de première ligne dans une communauté de taille moyenne ou petite

Principale constatation : Obstacles au-delà du coût

Les survivantes font également face à des obstacles significatifs pour accéder aux logements du marché locatif privé au-delà du coût.



- Seulement 10 % des répondantes au sondage ont trouvé un logement sur le marché locatif privé
- 42 % des répondantes au sondage ont signalé avoir subi de la discrimination lors de la recherche d'un logement à louer sur le marché privé

Principale constatation : Obstacles au-delà du coût

10 %



- Seulement 10 % des survivantes interrogées ont signalé avoir accédé à un logement sur le marché locatif privé
- Les demandes de location onéreuses empêchent les survivantes d'accéder au logement du marché locatif privé
- Lorsque les survivantes peuvent accéder à un logement sur le marché locatif privé, les personnes participant à l'entretien ont partagé qu'elles sont souvent confrontées à des conditions de logement inabordables et dangereuses



« Maintenant, il y a des demandes de location, où vous devez aussi fournir des références sur le marché locatif privé, et vous devez aussi donner votre accord pour qu'ils vérifient vos antécédents de crédit. C'est presque impossible pour beaucoup de personnes qui vivent dans le Nord, ou qui viennent de régions rurales, car, nous le savons, le crédit va être assez médiocre. »

– Travailleuse de première ligne dans une petite ou moyenne communauté

Principale constatation : Considérations intersectionnelles

- Des lacunes existent dans les programmes pour les personnes en situation de handicap, les personnes de diverses identités de genre, les personnes qui consomment des substances, les personnes qui ne parlent pas anglais, et les personnes ayant d'autres besoins complexes
- Toutes les maisons d'hébergement n'ont pas la capacité de fournir les soutiens dont ont besoin les personnes en situation de handicap, les personnes ayant des défis significatifs en matière de santé mentale et les personnes qui consomment des substances
- Pendant ce temps, une proportion plus élevée d'individus qui tentent d'accéder aux services présentent des handicaps, des besoins complexes et des défis en matière de santé mentale
- Les résultats en matière de logement pour les survivantes diffèrent selon les lignes intersectionnelles



« Dans ce scénario, le propriétaire a l'occasion d'interviewer trois personnes, puis il choisit la personne qu'il préfère. Nos clientes autochtones n'ont jamais été choisies. C'était assez éprouvant. Alors, elles se disent, « Oh, je pourrais obtenir un logement ». Et elles connaissent cette expérience et sont nerveuses à ce sujet. Et elles n'ont vraiment jamais été choisies. »

– Travailleuse de première ligne dans une grande ville, sur les suppléments au loyer / prestations de logement transférables.

« Pour les personnes qui s'identifient comme non binaires et queer, entrer dans une maison d'hébergement de première étape représente parfois un risque très spécifique en termes de savoir si elles veulent changer leur présentation de genre pour accroître leur sécurité. »

– Travailleuse de première ligne dans une grande ville

Principale constatation : Programmation existante



- Il y a des lacunes dans la disponibilité des services ou des services appropriés pour les personnes en situation de handicap, les personnes de diverses identités de genre, les personnes nouvelles arrivantes au Canada, les personnes autochtones et les survivantes avec enfants
- Ces lacunes sont plus aiguës dans les communautés de taille moyenne, plus petites et rurales

Principale constatation : Programmation existante

- La programmation provinciale conçue pour prioriser l'accès au logement social pour les survivantes de VFS ne permet pas actuellement de loger les survivantes
- Aucune des répondantes au sondage n'a signalé avoir accédé à un logement social après avoir quitté la maison d'hébergement de première étape grâce à la politique sur les ménages prioritaires



« La pauvreté est une politique en Ontario. Tous nos taux de prestations et de salaire minimum sont bien en dessous du seuil de pauvreté. »

– Gestionnaire dans une petite ou moyenne communauté

« Donc, ménage prioritaire, loyer indexé sur le revenu, logement municipal – si vous n’avez pas d’adresse fixe, vous ne pouvez pas recevoir de courrier. La Société de logement [censuré], par exemple, envoie une demande de mise à jour chaque année. Si vous ne la mettez pas à jour, elle vous retire de la liste. J’ai donc des femmes qui pensaient être sur la liste depuis des années et qui ne l’ont pas été parce qu’elles en ont été retirées. »

– Travailleuse de première ligne dans une petite ou moyenne communauté



« Je n'avais aucun soutien familial lors des violences que j'ai subies; j'ai demandé des informations sur les maisons d'hébergement de première étape, mais on m'a dit qu'il y avait une liste d'attente de plus de deux ans; j'avais aussi un animal de compagnie à prendre en compte; je ne voulais pas perturber la vie de mes enfants en les faisant changer d'école, de communauté, etc.; j'avais un accès limité aux ressources financières au moment où je devais partir. »

– Survivante dans une grande ville

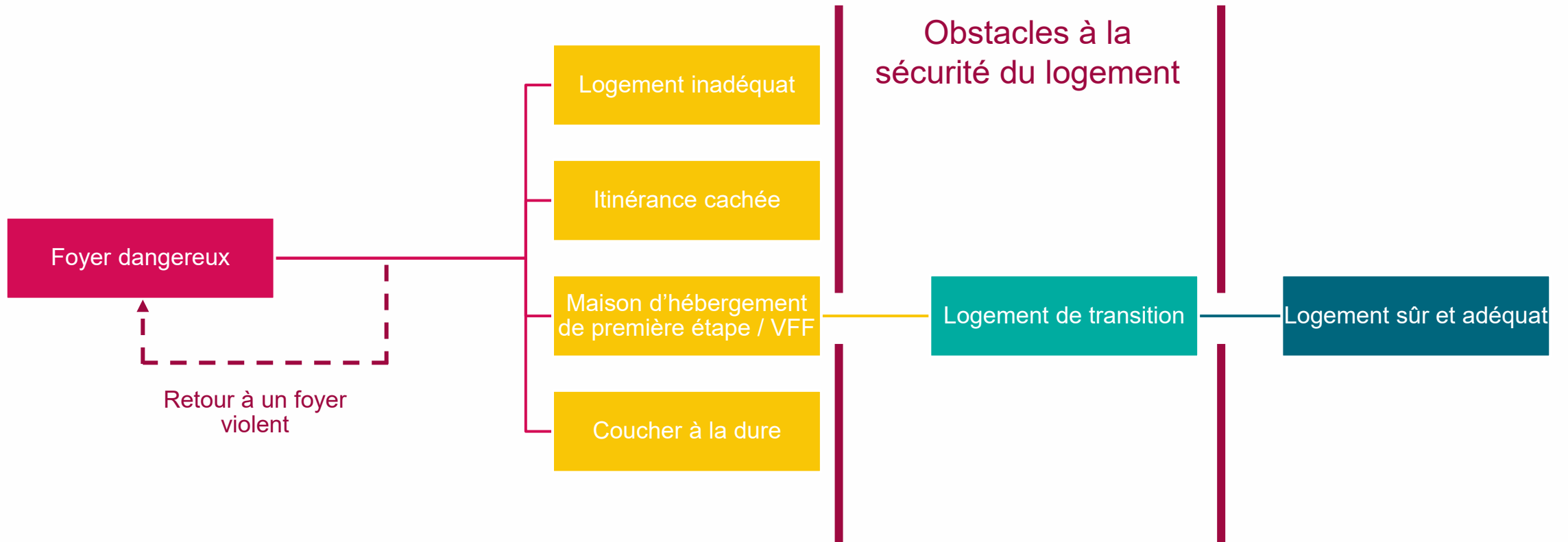
L'obligation du Canada de respecter le droit au logement des femmes+

Obligations en vertu du droit international

- PIDESC (Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels) – droit à un logement adéquat
- CEDAW (Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes) – jouissance égale des droits de la personne, liberté de toutes formes de discrimination et accès aux maisons d'hébergement pour les survivantes de VFS
- CIEDR (Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale) – liberté de toutes formes de discrimination
- DNUDPA (Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones) – autodétermination dans les programmes de logement
- CDPH (Convention relative aux droits des personnes handicapée) – droit de vivre de manière autonome dans la communauté et d'accès à un logement sans obstacles

Ces obligations s'appliquent à tous les niveaux de gouvernements.

Expériences genrées de l'itinérance



Aborder les obstacles à la sécurité du logement pour les survivantes de VFS

Obstacles clés

- Inégalité économique
- Discrimination systémique
- Manque de logements très abordables
- Lacunes dans les protections des locataires
- Manque de services d'hébergement sûrs et adéquats
- Manque de services et de soutiens tenant compte des traumatismes
- Voies restrictives pour se sortir de l'itinérance

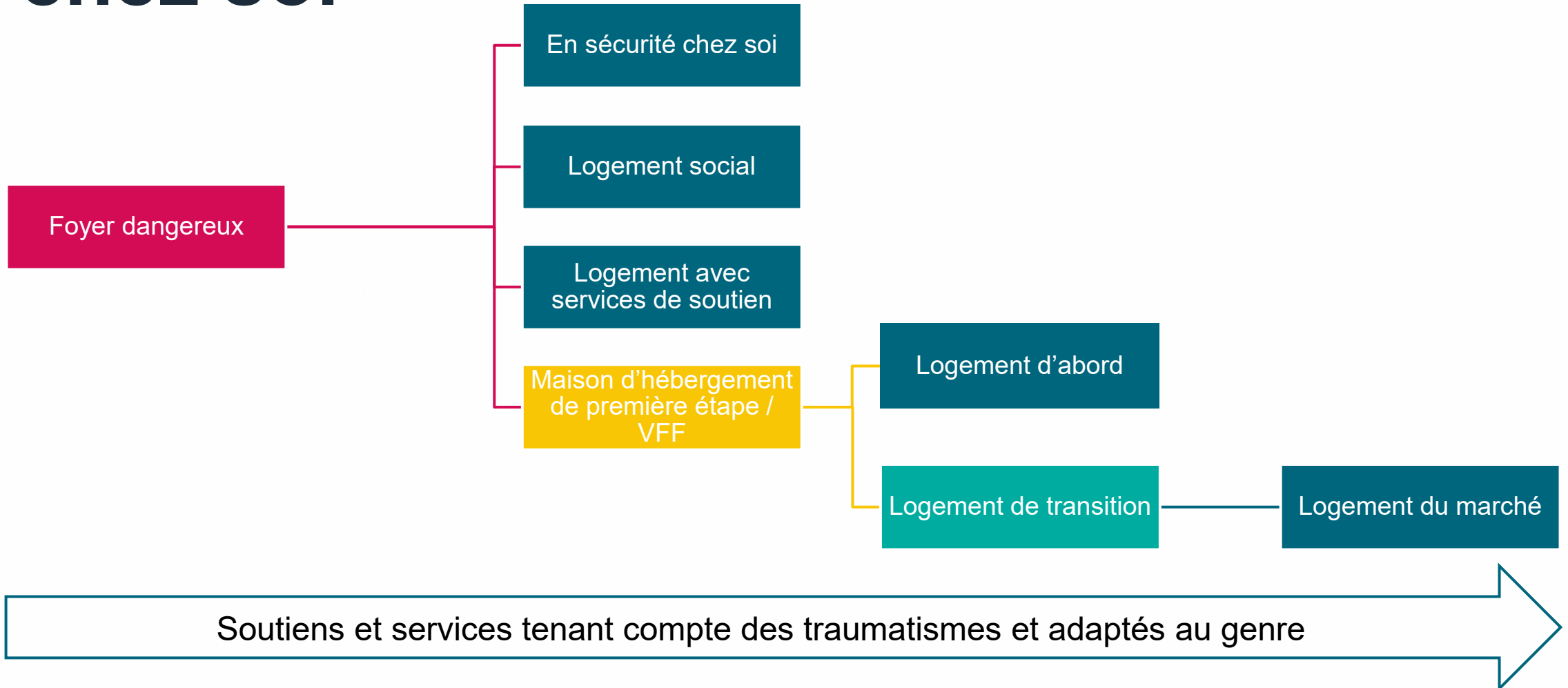
Éliminer les obstacles à la sécurité du logement pour les survivantes de VFS

Débloquer le continuum du logement

La sécurité du logement est primordiale pour la prévention de la VFS :

- Prévention en amont – mesures d’abordabilité et prévention des expulsions
- Réduction de l’itinérance – places d’hébergement sûres et soutiens coordonnés
- Interventions en aval – accès facile à un logement stable et à des soutiens soutenus
- Approches inclusives et décolonisatrices tout au long du processus

De l'insécurité du logement à la sécurité chez soi



Recommandations politiques

Tous les paliers de gouvernement



- Prioriser les investissements en matière de logements très abordables
- Adopter des normes rigoureuses pour la conception des places d'hébergement et des services
- Enquêter sur la nature et l'étendue des pratiques de logement discriminatoires
- Établir des cadres robustes de surveillance, d'évaluation et de responsabilisation

Recommandations politiques

Gouvernement fédéral



- Adopter une définition de l'itinérance cohérente avec les expériences genrées de l'itinérance
- Augmenter le financement pour la construction et la réparation des options de logement social, supervisé et de transition
- Réduire les obstacles à l'accès à l'aide sociale, à l'aide juridique et au logement subventionné
- Renforcer les exigences d'abordabilité dans le cadre de la Stratégie nationale sur le logement

Plaidoyer politique

Gouvernement fédéral

- Deuxième Commission d'examen sur le droit au logement pour les femmes, les personnes bispirituelles, transgenres et issues de la diversité de genre – Neha
- Réseau national des femmes sur le logement et l'itinérance – Guide de l'organisateur communautaire [en anglais]
- Centre canadien pour le droit au logement (CCDL) – Faire une soumission au défenseur fédéral du logement [en anglais]
- Soutenir l'appel à l'action sur le logement social et les droits de la personne
- Signer la lettre ouverte de la campagne Exigeons mieux

Recommandations politiques

Gouvernement provincial



- Créer des volets de financement d'urgence pour la prévention des expulsions, qui accordent la priorité aux mères célibataires, aux femmes en situation de handicap et aux survivantes de VFS
- Modifier les lois sur la location résidentielle pour renforcer les protections des survivantes de VFS
- Fournir des ressources adéquates pour les mécanismes d'accès à la justice

Recommandations politiques

Gouvernement provincial



- Présenter la programmation Safe at home (En sécurité chez soi) et investir dans les programmes Logement d'abord
- Modifier le processus de demande de la Politique sur les ménages prioritaires
- Augmenter le financement pour la construction et la réparation des maisons d'hébergement destinées aux survivantes de violence faite aux femmes, aux femmes, aux personnes 2SLGBTQQIA+ et aux maisons d'hébergement dirigées par des Autochtones
- Établir des services d'orientation en matière de logement qui sont reliés à d'autres secteurs clés

Plaidoyer politique

Gouvernement provincial

- Centre canadien pour le droit au logement – Engagement avec les gouvernements provinciaux et territoriaux [en anglais]
- Appuyer la campagne FairRent Ontario [en anglais]
- Soutenir l'Encampment Justice Coalition (Coalition pour la justice des campements) et/ou s'y joindre [en anglais]

Recommandations politiques

Gouvernement municipal



- Modifier les règlements de zonage pour augmenter la proportion de logements abordables et de logements très abordables
- Établir des normes de maintenance et des programmes d'application pour prévenir la négligence des propriétaires
- Augmenter le financement pour renforcer la capacité des maisons d'hébergement à fournir des services adaptés au genre, culturellement appropriés et tenant compte des traumatismes

Plaidoyer politique

Gouvernement municipal

- Centre canadien pour le droit au logement – Engagement auprès des gouvernements locaux*
- Se joindre à un comité consultatif municipal sur le logement – Comité consultatif sur les droits au logement de la ville de Toronto*
- S'engager auprès du commissaire/ombudsman au logement de votre ville – Surveillance du logement par l'ombudsman de Toronto*
- Mobiliser votre communauté et construire votre coalition :
 - CCDL – Autonomiser les communautés pour revendiquer le droit au logement*
 - Droit au logement Toronto*

*[en anglais]

Recommandations politiques

Secteur VFS



- Adopter un cadre de prévention de la VFS pour soutenir les clientes et les employé.e.s
- Fournir des services tenant compte des traumatismes et culturellement compétents
- Offrir des espaces accessibles et inclusifs
- Établir des comités de résidentes / utilisatrices pour garantir leur participation égale dans les décisions qui les concernent
- Construire un vaste réseau de référence pour aider les survivantes à trouver les soutiens dont elles ont besoin
- Coordonner les efforts de plaidoyer à tous les niveaux de gouvernement

Points clés

- La sécurité du logement est essentielle pour la sécurité et la dignité des survivantes
- Inversement, la prévention de la VFS est cruciale pour maintenir la sécurité du logement
- Il existe des solutions en amont et en aval
- L'action coordonnée et le plaidoyer collectif sont essentiels pour faire de ces solutions une réalité

Merci

Restez en contact!



HousingRightsCanada.com



[@HousingRightsCA](https://twitter.com/HousingRightsCA)



[@ CanadianCentreforHousingRights](https://facebook.com/CanadianCentreforHousingRights)



[@CanadianCentreforHousingRights](https://linkedin.com/company/CanadianCentreforHousingRights)